

Fillon maintient sa ligne très libérale

Le candidat de la droite, qui présente son projet lundi, ne l'a amendé qu'à la marge avec une touche de social

Après avoir sauvé sa candidature, François Fillon tente de relancer sa campagne sur le fond. Le candidat de la droite devait exposer, lundi 13 mars, son " projet pour la France " lors d'une conférence de presse depuis son QG de campagne, à Paris. " *C'est un projet global et opérationnel* ", vante son entourage. S'il a prévu de consacrer une large part de la présentation à ses mesures dans le domaine régalien (défense, sécurité, justice), l'ex-premier ministre entend surtout mettre en avant ses réformes économiques pour " *redresser* " le pays.

" *Mon projet reste et restera celui de la primaire* ", assure-t-il dans un entretien aux *Echos*, en précisant avoir " *amélioré certains volets* ". De fait, l'armature générale de son plan " *pour faire redémarrer l'économie* " demeure quasi inchangée. Malgré les critiques sur la " *brutalité* " de son programme, M. Fillon n'a renoncé à aucune des mesures libérales qu'ils avaient promis de mettre en œuvre à la primaire : fin des 35 heures, retraite à 65 ans, suppression de 500 000 fonctionnaires et de l'ISF, refonte du code du travail ou réforme de l'Assurance-maladie...

" *Il conserve le projet avec lequel il a remporté la primaire sans l'atténuer car il considère que, si on veut relancer la machine économique, il faut lancer une série de réformes structurelles* ", explique un de ses conseillers.

Le candidat a toutefois accentué la touche " sociale " de son projet, en donnant plus d'ampleur à une mesure prévoyant une baisse des cotisations sociales salariales. " *Il s'agira d'un forfait de 350 euros par salarié et par an, 700 euros pour un couple, soit un effort substantiel de 7,7 milliards d'euros* " pour les finances publiques, annonce-t-il aux *Echos*. Des chiffres supérieurs à ceux avancés jusque-là.

Le 29 janvier, il avait promis " *un abattement forfaitaire qui sera de l'ordre de 250 euros par an pour un salarié* ", dans *LeJDD*, en évaluant le coût de la réforme à 6 milliards. " *François Fillon a décidé de "booster" les allègements de cotisations salariales pour en faire la mesure la plus importante de son projet en faveur du pouvoir d'achat* ", décrypte son entourage.

Autre inflexion pour faire apparaître son projet comme moins radical : s'il maintient la hausse de deux points du taux normal de la TVA, il a en revanche renoncé à augmenter le taux intermédiaire, comme il s'y était engagé pendant la primaire. " *Le taux intermédiaire de 10 %, qui concerne par exemple le bâtiment et la restauration, ne bougera pas, ni les taux réduit et super-réduit* ", indique-t-il dans le quotidien économique.

Ces mesures sociales visent autant à couper l'herbe sous le pied de ses adversaires, qui le brocardent en " *candidat des riches* ", qu'à satisfaire les revendications des sarkozystes et des centristes de l'UDI, qui ne cessent de réclamer des mesures en faveur du pouvoir d'achat, en particulier pour les classes populaires.

" *Vraie rupture* "

M. Fillon, qui s'agace régulièrement d'être présenté comme ne proposant que " *du sang et des larmes* ", a donc entendu le message. Il a ajouté une pointe de social à sa palette libérale. Mais si

la présentation se veut moins brutale que lors de la primaire, les grands équilibres financiers de son projet n'ont pas varié d'un iota : il prévoit toujours de réaliser 100 milliards d'euros d'économies, tout en consacrant 40 milliards aux baisses de charge pour les entreprises et 10 milliards pour les ménages.

M. Fillon mise sur la crédibilité de son projet – sur lequel il planche depuis trois ans avec ses équipes – pour se relancer dans la course à l'Élysée. A ses yeux, lui seul disposerait de mesures suffisamment puissantes et de l'ardeur réformatrice nécessaire pour lever les freins au " *redressement* " de l'économie française. " *Je suis le seul à incarner une vraie rupture* ", affirme-t-il, en présentant à l'inverse le programme de son rival Emmanuel Macron comme la " *reconduction de la politique de François Hollande* ". " *En réalité, il fait des promesses à tous les électeurs et ne changera rien à la situation du pays* ", soutient le candidat de droite à propos de celui qui le distance dans les sondages. " *Le projet est un atout pour Fillon face à Macron, veut croire un conseiller de l'ex-premier ministre. La différence entre eux, c'est que Macron ne prévoit aucune réforme structurelle. Il avait dit qu'il mènerait celle des 35 heures et des retraites mais il a renoncé.* "

Reste à savoir si François Fillon peut être audible sur le fond, alors qu'il est fragilisé depuis un mois et demi par l'affaire de soupçons d'emplois fictifs de membres de sa famille. " *Il y a bien un moment où les Français doivent être éclairés sur les différents projets*, insiste son entourage. *Derrière l'actualité des candidats, ce qui compte, ce sont les politiques qui seraient mises en œuvre.* "

Sa campagne, cependant, reste parasitée par les affaires. Les révélations médiatiques autour du train de vie de l'ancien premier ministre de Nicolas Sarkozy continuent. Dernière en date : *Le Journal du dimanche* du 12 mars révèle qu'il aurait commandé pour près de 48 500 euros de vêtements sur-mesure depuis 2012 à la maison Arnys, dont 35 500 euros auraient été réglés en liquide. Et le calendrier judiciaire va une nouvelle fois venir percuter sa candidature.

M. Fillon est convoqué par les juges d'instruction, mercredi 15 mars, aux fins de sa mise en examen. Une perspective qu'il envisage avec fatalité. " *Compte tenu de la précipitation avec laquelle cette procédure est conduite, je ne me fais pas beaucoup d'illusions* ", affirme-t-il aux *Echos*. " *Mais je suis convaincu que mon innocence sera reconnue in fine* ", assure-t-il.

Alexandre Lemarié